



**FOURNITURE, DE DISPOSITIFS MEDICAUX
CONSOMMABLES STERILES :
IMPLANTS INTRAOCULAIRES POUR LA
CHIRURGIE DE LA CATARACTE, SUBSTANCE
VISCO-ELASTIQUE**

C.C.A.P

Cahier des **Clause**s** **A**ministrative**s** **P**articulières**

GROUPE HOSPITALIER PUBLIC DU SUD DE L'OISE

CONSULTATION F260924

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES | 3 |
| 1.1. OBJET DU MARCHÉ | 3 |
| 1.2. MODE DE PASSATION | 3 |
| 1.3. DUREE DU MARCHÉ PUBLIC | 3 |
| 1.4. DECOMPOSITION EN LOTS | 4 |
| 1.5. VARIANTES | 4 |
| 1.6. LIVRAISONS COMPLEMENTAIRES | 4 |
| ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES | 4 |
| ARTICLE 3 : MODALITES | 5 |
| 3.1. ENGAGEMENT DES PARTIES | 5 |
| 3.2. MODALITES DE RECEPTION / DE LIVRAISON | 5 |
| ARTICLE 4 : PRIX | 6 |
| ARTICLE 5 : REVISION DE PRIX | 7 |
| ARTICLE 6 : AVANCE – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT | 7 |
| 6.1. AVANCE | 7 |
| 6.2. FACTURATION | 7 |
| 6.3. PAIEMENT | 8 |
| ARTICLE 7 : PENALITES | 8 |
| ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENT – RETENUES DE GARANTIE | 8 |
| ARTICLE 9 : RESILIATION | 8 |
| ARTICLE 10 : NANTISSEMENT | 8 |
| ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE | 8 |
| ARTICLE 12 : RESPONSABILITES / ASSURANCES | 9 |
| ARTICLE 13 : DROIT APPLICABLE | 9 |
| ARTICLE 14 : DEROGATION AU CCAG | 10 |

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché public a pour objet la **Fourniture de dispositifs médicaux consommables stériles – implant intraoculaire pour la chirurgie de la cataracte substance visco élastique au GHPSO.**

Les quantités indiquées dans le CCTP représentent les prévisions de consommation pour un an et sont établies à partir des exercices précédents, des prévisions d'utilisation des praticiens et de l'évolution de l'activité médicale

Compte tenu de l'évolution des techniques médicales, la substitution d'une référence par une autre chez le même fournisseur est possible par voie d'avenant au cours du marché après acceptation du pouvoir adjudicateur et d'un pharmacien de la PUI

1.2. MODE DE PASSATION

Le présent marché est passé **en procédure adaptée** en application de l'article L2123-1 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 décembre 2018 et des articles R2123-1 à R2123-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 relatif au Code de la Commande Publique du 05 décembre 2018 et est régi par le CCAG FCS en vigueur.

Le présent marché public est un **accord cadre à bon de commande mono attributaire** en application de l'article L2125-1 du code de la commande publique, et de l'article R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

Le montant maximum est attribué pour 215 000€ HT pour l'ensemble du marché.

1.3. DUREE DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché public est conclu pour une période de **18 mois à compter du 05/05/2026 jusqu'au 04/11/2027.**

Si le marché n'était pas notifié pour le 05/05/2026, la date d'effet du marché serait reportée à la date indiquée à l'acte d'engagement par le pouvoir adjudicateur au moment de la notification du marché.

1.4. DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent marché public se décline en 5 lots :

- Lot 1 : lentilles intraoculaires (l.i.o.) en acrylique hydrophobe pour implantation dans le sulcus – implants jaunes precharges avec fourniture d'un dépôt d'implants monobloc pour chambre postérieure
- Lot 2 : lentilles intraoculaires (l.i.o.) en acrylique hydrophobe – implants jaunes, precharges
- Lot 3 : lentilles intraoculaires (l.i.o.) en acrylique hydrophobe – implants profondeur de champ / edof precharges
- Lot 4 : lentilles intraoculaires (l.i.o.) toriques en acrylique hydrophobe – implants jaunes precharges
- Lot 5 : Substance visco-élastique

1.5. VARIANTES

Les variantes sont autorisées et facultatives sur tous les lots.

1.6. LIVRAISONS COMPLEMENTAIRES

Le cas échéant, les prestations relatives au présent marché pourront faire l'objet d'un marché négocié selon l'article R2122-4 du code de la commande publique pour l'exécution de livraisons complémentaires.

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES

Le présent marché public est constitué par les pièces particulières énumérés ci-dessous :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière (BPU)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Mémoire Technique du Candidat
- DC1, DC2

Le présent marché public est constitué par les pièces générales :

- Le Code de la Commande Publique en vigueur
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Service (CCAG FCS) en vigueur

ARTICLE 3 : MODALITES

Par dérogation aux articles 3.7.2 et 3.8.2 du CCAG FCS, tout ordre de service ou bon de commande émis dans le cadre du présent marché sera applicable dès sa notification au titulaire.

3.1. ENGAGEMENT DES PARTIES

Le présent marché public exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le GHPSO et le titulaire préalablement à la signature du présent marché public.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3.2. MODALITES DE RECEPTION / DE LIVRAISON

Les produits pharmaceutiques sont livrés à la Pharmacie (PUI) du GHPSO site de Creil dans les délais rappelés sur chaque bon de commande.

Un délai de 7 jours est exigible pour les dispositifs médicaux

Le titulaire accusera réception de la commande auprès des gestionnaires (Coordonnées figurant sur le bon de commande) soit par mail soit par fax en validant leur capacité à respecter la date figurant sur le bon de commande et la fourniture des produits en quantités demandées. En cas de rupture totale ou partielle des produits, le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur du délai, même prévisionnel, de la livraison des reliquats. En fonction de cet accusé réception, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'annuler les reliquats partiels ou totaux sur les commandes passées.

En cas d'extrême urgence, le délai devra être plus court ou une livraison partielle de dépannage sera demandée

Un bon de livraison devra accompagner chaque remise de produits et matériels.

Ce bon doit au moins comporter les renseignements suivants :

- La désignation
- la date de livraison,
- le numéro de marché,
- la référence de la commande du pouvoir adjudicateur,
- l'identification du titulaire,
- l'identification détaillée des fournitures livrées (Libellé et référence du produit, le numéro de lot),
- la date de péremption du produit
- la quantité livrée (nombre de colis...),
- Les éventuels reliquats, et leur date prévisionnelle de livraison

Les emballages doivent être propres, non endommagés. Ils doivent respecter la réglementation relative à l'identification des produits et l'étiquetage doit être apparent et aisément lisible. Ils doivent être également

suffisamment résistants pour permettre une manipulation et un stockage aisés. Contenu de la configuration des sites, la livraison se fera obligatoirement par camion équipé d'un hayon.

L'admission des fournitures est prononcée par un Pharmacien de la PUI qui s'assure de la conformité des produits selon les règles du Code de la Santé Publique et du Code des marchés publics. Le Pharmacien dispose d'un délai de 15 jours pour vérifier et accepter les fournitures.

En cas de rupture ou de manquement d'un fournisseur, le fournisseur s'engage à informer dès que possible la PUI et le pouvoir adjudicateur peut, sur avis d'un Pharmacien de la PUI, le fournisseur pourra alors être considéré comme défaillant et la procédure prévue à l'article 45 du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services pourra être mise en œuvre (« Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire »).

ARTICLE 4 : PRIX

Les prix facturés par les fournisseurs sont ceux figurant à l'annexe financière (BPU) à l'Acte d'Engagement.

L'identité bancaire ou postale qui figurera sur les factures du fournisseur devra être indiquée sur l'Acte d'Engagement.

Les prix proposés s'entendent franco de port et d'emballage, marchandises livrées.

Pour la présentation des prix, le soumissionnaire se réfère au tableau « offre de prix » recommandé par le Club Inter Pharmaceutique (CIP), disponible dans le Guide d'approvisionnement des médicaments, dispositifs stériles et autres produits du domaine pharmaceutique du GPEM S/L

L'offre doit faire apparaître dans l'ordre :

- le numéro du lot
- le prix unitaire hors taxe
- le conditionnement de vente
- s'il y a lieu, la remise proposée
- le taux de TVA
- le prix unitaire TTC

Le soumissionnaire présentera son offre en euros et en français.

ARTICLE 5 : REVISION DE PRIX

Les tarifs seront révisables à partir du 01/07/2025. Les nouveaux tarifs proposés le seront pour une période de 1 an, les rabais consentis initialement ne devant pas être modifiés et la nouvelle proposition tarifaire ne devant pas être supérieure à 3 % du tarif initial. ($P = p_i + p_i \times 3 / 100$; p_i = prix initial).

Il appartiendra au titulaire de présenter aux Acheteurs et à la Direction des Achats sa nouvelle proposition de prix 3 mois avant la date d'anniversaire. Dans le cas d'une demande d'augmentation de tarif supérieure à la clause de butoir, le Groupe Hospitalier pourra procéder à la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à des indemnités.

ARTICLE 6 : AVANCE – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

6.1. AVANCE

Sans objet

6.2. FACTURATION

Le règlement est effectué par facturation **individuelle** via une procédure dématérialisée.

Elle comportera les indications suivantes :

- Les noms et adresses du créancier
- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du titulaire
- L'identité bancaire et postale telle qu'elle est précisée dans l'offre
- Le numéro du bon de commande (n° d'engagement juridique)
- Le montant hors TVA
- Le taux et le montant des taxes
- Le montant total

La facture sera émise commande complète livrée.

Le pouvoir adjudicateur en l'occurrence, s'engage à utiliser la plateforme Chorus Pro (CPP) et encourage les titulaires des marchés, quelle que soit la taille de leur structure, à recourir à CPP dès le 01/01/2018, cf. lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr//>

Pour l'accès à Chorus Pro, l'identifiant du pouvoir adjudicateur est son n° de SIRET.

La facture sera transmise sur la plateforme CHORUS PRO, le numéro de SIRET du GHPSO étant :

200 029 619 00018

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique par mandat administratif, dans un délai de 50 jours à réception de la facture.

6.3. PAIEMENT

En application des articles **L2192.10 et L2192.11 du code de la commande publique, et des articles R2192-10 à R2192-15** du code de la commande publique, les sommes dues en exécution de ce marché seront payées dans un délai global de 50 jours à terme échu.

Le comptable assignataire des paiements pour le Groupe Hospitalier est :

TRESORERIE MUNICIPALE
60139 CREIL cedex 2
03. 44 61.41.60

ARTICLE 7 : PENALITES

Des pénalités pourront-être appliquées selon les modalités du CCAG FCS.

ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENT – RETENUES DE GARANTIE

Les fournisseurs sont dispensés de cautionnement et de retenue de garantie

ARTICLE 9 : RESILIATION

Le marché public pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la décision de résiliation prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

La personne responsable du marché délivre sur demande du titulaire gratuitement les pièces nécessaires au nantissement de son marché

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE

Le(s) titulaire(s) qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a (ont) reçu du Groupe Hospitalier communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est (sont) tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse du Groupe Hospitalier être communiqués à des tiers.

Le Groupe Hospitalier s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du (des) titulaire(s).

En cas de violation par le(s) titulaires(s) ou un des sous-traitants des obligations mentionnées ci-dessus, le(s) titulaire(s) s'expose à l'application des mesures de résiliation à ses torts, prévues à l'article 28 du CCAG FCS

En cas de violation par un sous-traitant des obligations mentionnées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le Groupe Hospitalier, pourra retirer son acceptation de ce sous-traitant, sans que soit pour autant diminuée la responsabilité du titulaire quant à la bonne exécution du marché.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITES / ASSURANCES

Le titulaire indique qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir le Groupe Hospitalier de toute difficulté qui pourrait survenir.

Il devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre les dommages corporels et matériels que son personnel pourrait causer dans le cadre de l'exécution de la prestation. Cette garantie est illimitée pour les dommages corporels

A la demande du Groupe Hospitalier, le titulaire sera tenu de produire l'attestation de cette assurance

ARTICLE 13 : DROIT APPLICABLE

Le droit applicable au présent marché public est le droit français. Les tribunaux français seront compétents pour en régler les litiges.

Instance chargée des procédures de recours

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
14 rue Lemerchier
80000 AMIENS
Tél. : 03-22-33-61-70

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics

Préfecture de Meurthe et Moselle
1 rue Préfet Claude Erignac
54000 NANCY
Tél. : 03-83-34-26-26

ARTICLE 14 : DEROGATION AU CCAG

Il est dérogé au CCAG-FCS pour les articles suivant :

| Nature de la dérogation | CCAP | CCAG FCS |
|-----------------------------|-----------|-------------------------|
| Modalités – bon de commande | Article 3 | Articles 3.7.2 et 3.8.2 |
| Résiliation | Article 9 | Article 42 |
| Pénalités | Article 7 | Article 14.1 |